

Le PS et les Verts poussent la Suisse à la ruine



**Bref document stratégique de l'UDC Suisse pour
régler le problème de l'énorme dette Covid-19**

26 juin 2020

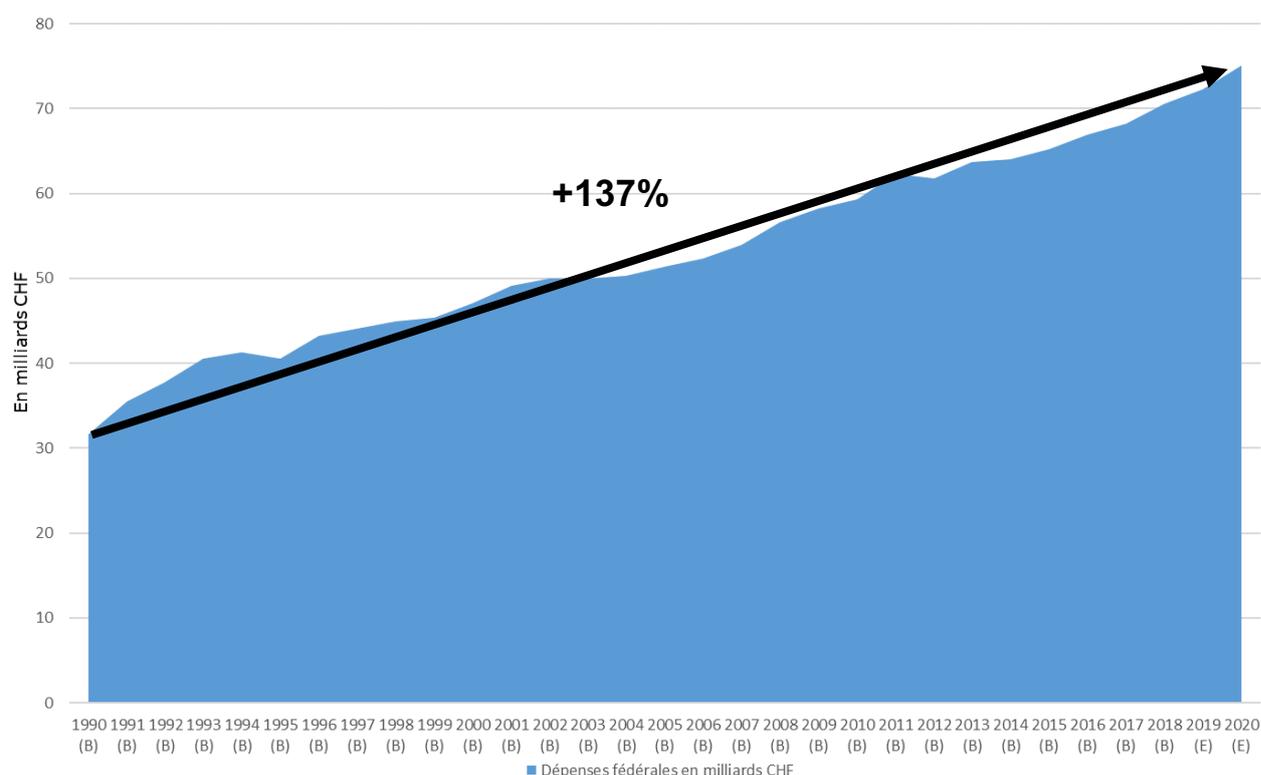
1. La politique dépensière irresponsable du PS et des Verts

La pandémie Covid-19 coûte des milliards à la Suisse. Mais comme si cela ne suffisait pas, la politique dépensière irresponsable des socialistes et des Verts poussent lentement mais sûrement la Suisse à la ruine. Dépenser l'argent des autres est en effet le passe-temps favori de la gauche. La situation s'est aggravée depuis les élections fédérales d'automne 2019 : salué bruyamment par les médias, le glissement à gauche du Parlement coûtera cher aux Suissesses et aux Suisses qui travaillent durement pour payer leurs impôts. Même aujourd'hui, alors que l'Etat doit faire face à une dette énorme, que les recettes fiscales s'effondrent et que menace une crise économique de dimension historique, la gauche se comporte comme si l'argent poussait sur les arbres: au lieu de réduire face à un endettement colossal les dépenses dans des domaines non critiques pour le pays, on continue de dépenser joyeusement l'argent versé par une population travaillant durement et on augmente les dépenses sans se soucier un seul instant des conséquences de cette politique.

La politique irresponsable du PS, des Verts et des élus verdâtres du centre a eu pour effet que les dépenses de la Confédération ont passé d'environ 30 milliards de francs en 1990 à plus de 75 milliards aujourd'hui.¹ En moyenne ces dépenses augmentent chaque année de largement plus d'un milliard de francs.

Développement des dépenses fédérales en milliards de francs durant les 30 ans écoulés

(Propre présentation sur la base des données de l'AFF)



2. Il reste de moins en moins d'argent pour vivre aux habitants de notre pays

Pour financer cette croissance énorme des dépenses, le PS et les Verts tirent toujours plus d'argent des poches des contribuables. Depuis 1990, les recettes fiscales de la Confédération croissent plus rapidement que l'économie dans son ensemble.² Les salaires progressant plus lentement et le coût de la vie augmentant (par ex., à cause de la hausse des coûts de la santé et du logement), il reste toujours moins d'argent dans le portemonnaie d'une population travaillant durement. Alors que la quote-part fiscale officielle (donc les recettes fiscales par rapport au produit intérieur brut PIB) n'était "que" de 28,5% en 2017, la quote-part élargie, donc plus réaliste, donne une image

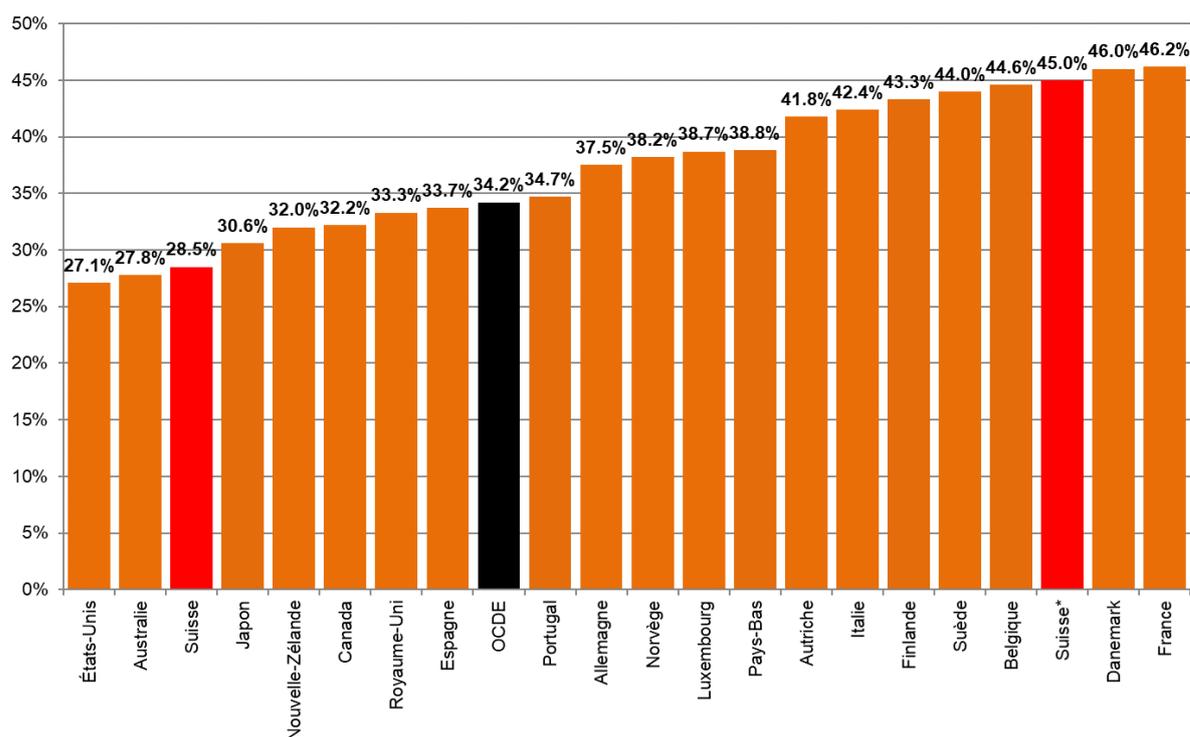
¹ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF)

² Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF); Finanz und Wirtschaft, 13.01.2017

nettement plus négative. Elle se montait à 45% compte tenu de tous les impôts et prélèvements obligatoires, soit nettement plus que la moyenne de l'OCDE (voir graphique).³ En clair cela signifie que sur chaque franc gagné, 45 centimes partent en moyenne à l'Etat sous forme d'impôts, de taxes, de redevances et de prélèvements pour des assurances obligatoires. Nonobstant cette réalité, les socialistes et les Verts veulent dépenser de l'argent pour une "observation de l'économie en fonction des genres" ou pour l'établissement un "budget en fonction des genres", donc gaspiller de l'argent pour régler des problèmes qui n'existent que dans leur imagination alors qu'il reste de moins en moins d'argent pour vivre à la population.

La quote-part fiscale officielle et la quote-part fiscale étendue* de Suisse en comparaison internationale

(Données OCDE; calcul et composition: Avenir Suisse, 2017)



3. De l'argent pour surmonter la crise grâce au frein à l'endettement

Dans les années nonante, les comptes de la Confédération ont régulièrement bouclé avec des déficits, si bien que la dette fédérale a explosé. Ce développement fatal a été heureusement stoppé: grâce à l'appui de l'UDC, le Parlement a imposé un frein à l'endettement. En 2001, le peuple et les cantons ont approuvé à une majorité de presque 85% des voix le frein à l'endettement et l'ont inscrit dans la Constitution fédérale (art. 126 cst.).⁴ Entré en vigueur en 2003, cet instrument est une histoire à succès absolument unique en politique financière. Le frein à l'endettement a non seulement permis de stabiliser la dette fédérale, mais aussi de la réduire d'environ 27 milliards de francs. C'est uniquement grâce à cette politique financière prévoyante voulue par les forces de droite que la Suisse peut aujourd'hui dépenser des milliards de francs pour son programme d'aide Covid-19.

Nonobstant ce succès politique probablement unique au monde, les socialistes et les Verts multiplient les tentatives d'assouplir, voire de supprimer le frein à l'endettement.⁵ C'est aussi le cas

³ Données OCDE, calcul effectué par Avenir Suisse (2017)

⁴ <https://www.bk.admin.ch/ch/d/pore/va/20011202/index.html>

⁵ "Supprimer le frein à l'endettement", communiqué de presse du PS du 24.11.2016; cf. aussi diverses interventions du groupe parlementaire socialiste

aujourd'hui en pleine crise Covid-19. Renforcée par les "élections climatiques" de 2019, la gauche écologiste se moque complètement de la perspective d'un déficit public gigantesque.⁶

4. Situation dramatique des finances fédérales à cause de la pandémie Covid-19

Les conséquences de la crise provoquée par la pandémie Covid-19 sont sans exemple dans l'histoire récente et se répercuteront dans de nombreux domaines. Le coût des mesures de compensation prises par le Conseil fédéral sous la forme de dépenses et d'octrois de prêts et de crédits cautionnés a largement dépassé 72 milliards de francs le 20 mai 2010.⁷ C'est plus que la totalité de l'argent dépensé par la Confédération l'an passé (2019 : 71,4 milliards de francs⁸).

En plus des mesures proposées par le Conseil fédéral, un Parlement fortement glissé à gauche après les "élections climatiques" de 2019 a distribué des sommes énormes à sa clientèle politique. Des centaines de millions de francs sont allés aux institutions d'accueil extrafamilial des enfants, à la culture, aux médias – sans compter la distribution sans condition de cadeaux à l'étranger.

En vertu de la loi sur les finances (LFC) qui repose en partie sur le frein à l'endettement ancré dans la Constitution fédérale, les dépenses extraordinaires pour la crise Covid-19 ne sont pas imputées au budget ordinaire (donc "normal") de la Confédération, mais elles figurent au compte de compensation des dépenses extraordinaires (compte d'amortissement).⁹ Ce compte présentait fin 2019 un solde positif de 3,4 milliards de francs.¹⁰ La LFC prescrit en principe qu'un solde négatif du compte d'amortissement doit être compensé par les excédents du compte ordinaire dans les six années comptables suivantes. Une prolongation du délai prescrit est certes possible en principe, mais uniquement si le compte de compensation du budget fédéral ordinaire affiche un solde zéro. Fin 2019, le compte de compensation ordinaire présentait un solde positif de 28,7 milliards de francs.¹¹ Cette situation reflète les excédents réalisés ces dernières années et représente une "réserve de variation conjoncturelle" qui peut être utilisée pour soutenir l'économie, par exemple si la Confédération effectue des dépenses supplémentaires à la suite d'une crise économique et sur la base du mode de fonctionnement du frein à l'endettement.

Les dommages économiques massifs générés par les mesures que la Confédération a prises contre le coronavirus et le chômage qui en a résulté réduiront massivement les recettes fiscales de l'Etat dans les années à venir. En trois mois à peine, la Confédération a libéré presque trois fois plus d'argent que le montant économisé année après année grâce au frein à l'endettement. Selon des estimations, la caisse fédérale affichera à la fin de cette année un déficit d'au moins 45 milliards de francs.¹² La dette fédérale atteindra probablement un record jamais vu en dépassant le montant maximal relevé jusqu'ici, soit 130 milliards de francs en 2005.¹³ Mais ce n'est pas tout. Dans un proche avenir, l'Etat devra procéder à de nouvelles injections financières dans l'assurance-chômage, faute de quoi il faudrait augmenter les cotisations, ce qui serait une mesure déplacée en cette période de tensions économiques. L'assurance-chômage est déjà fortement mise sous pression par l'immigration démesurée de ces dernières années. Non seulement les étrangers affichent un taux de chômage (5,9%) systématiquement plus élevé que les Suisses (3,2%), mais ils se retrouvent aussi plus rapidement au chômage en cas de crise et chargent de manière disproportionnée l'institution sociale qu'est l'assurance-chômage.¹⁴ En effet, les prestations de chômage perçues par les étrangers dépassent largement le montant de leurs cotisations.¹⁵

La question se pose donc de savoir comment réagir face à ces dépenses énormes et à la hausse prévisible de la dette publique.

⁶ "Investir dans l'avenir malgré la crise Corona, communiqué de presse du PS du 16.06.2020

⁷ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF)

⁸ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF)

⁹ Art. 17a et 17b LFC (RS 611.0)

¹⁰ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF)

¹¹ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF)

¹² Voir aussi "Was nur machen mit den Corona-Schulden?" de Christoph A. Schaltegger et Paul Richli (8 juin 2020), Université de Lucerne; Diverses déclarations du conseiller fédéral Ueli Maurer aux médias, par exemple «Ueli Maurer erwartet Defizit von 50 Milliarden Franken – "Da ist mir nicht mehr wohl in meiner Haut"», Aargauerzeitung, 29.04.2020 ou «Corona kommt den Bund teuer zu stehen – Ueli Maurer erwartet ein Defizit von 30 bis 40 Milliarden Franken», NZZ, 23.04.2020

¹³ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF)

¹⁴ "Marché du travail et assurance-chômage, Seco, mai 2002

¹⁵ 15^e rapport de l'observatoire de l'accord de libre circulation des personnes Suisse-UE, p. 37, 01.07.2019

5. Exigences de l'UDC pour régler l'énorme dette Covid-19

Il est hors de question de toucher au frein à l'endettement qui est une authentique histoire à succès. Le mode de fonctionnement de cet instrument doit être respecté même face à des défis extraordinaires.

Grâce au frein à l'endettement qui a fait la preuve de son efficacité, la Suisse a réussi non seulement à stabiliser sa dette publique, mais elle a même pu la réduire substantiellement. La bonne situation financière de la Confédération, qui a permis de procéder aux énormes dépenses face à la crise provoquée par la pandémie Covid-19, est principalement due à cet instrument. Grâce au frein à l'endettement et à la politique financière responsable menée ces dernières années par les forces politiques de droite, la Suisse ne risque pas, malgré ces dépenses énormes, de plonger dans une grave crise d'endettement – contrairement à de nombreux Etats européens qui sont dans une situation financière précaire. Il est donc hors de question d'assouplir le frein à l'endettement.

De nouvelles augmentations des impôts et redevances sont exclues.

Le PS et les Verts aimeraient tout simplement oublier les dettes et continuer de dépenser l'argent public à pleines mains. Or, une augmentation supplémentaire de la dette publique sans mesures de compensation clairement définies serait une violation de la Constitution fédérale, de la loi sur les finances fédérales et de la volonté du peuple et des cantons.¹⁶ De plus, un accroissement de la dette fédérale serait tout sauf durable, car les futurs intérêts continueraient de charger le budget de l'Etat et réduiraient donc la marge de manœuvre du Parlement.

L'attitude des socialistes et des Verts est d'autant plus choquante qu'aujourd'hui déjà près des deux tiers des dépenses fédérales sont liées, si bien que le Parlement ne peut pas les influencer lors des débats budgétaires.

Il faut immédiatement instituer un moratoire des tâches et des dépenses.

Pour empêcher un accroissement supplémentaire des dépenses dans cette situation économiquement et politiquement difficile, il faut interdire au Conseil fédéral de présenter durant cinq ans au moins des projets de lois entraînant la création ou l'extension de tâches de la Confédération. Si le gouvernement adopte néanmoins une loi dans ce sens, il doit être obligé de prévoir des mesures d'allègement pour un montant au moins égal aux dépenses prévues. De plus, il faut procéder à une analyse critique des tâches de l'Etat.

Jusqu'au remboursement de la dette Covid-19, la part de la Confédération aux distributions de la Banque nationale doit être entièrement et exclusivement affectée à la réduction de cette dette.

La part fédérale aux distributions de la Banque nationale, soit environ 1,3 milliard de francs par an¹⁷, doit être entièrement affectée au remboursement de la dette Covid-19 jusqu'au remboursement total de celle-ci. De surcroît, les futurs bénéfices réalisés par la Confédération dans le cadre du budget ordinaire doivent servir entièrement à la réduction de la dette conformément aux règles de la loi sur les finances fédérales, et cela jusqu'à ce que le niveau d'endettement du 31 décembre 2019 soit atteint (dette brute : 96,9 milliards de francs). Cette exigence a été soutenue par le Conseil national qui a approuvé la motion 20.3450 "Utiliser la distribution que la BNS envisage de verser à la Confédération pour réduire l'endettement lié à la crise du coronavirus".

¹⁶ Voir aussi "Was nur machen mit den Corona-Schulden?" de Christoph A. Schaltegger et Paul Richli (8 juin 2020), Université de Lucerne..

¹⁷ Cf. à ce propos l'accord principal du 9 novembre 2016 ainsi que l'accord complémentaire du 28 février 2020 entre l'AFF et la BNS

Le Conseil fédéral doit immédiatement mettre sur pied un programme de réforme et de réduction des dépenses. Pour les années à venir, il faut prévoir une réduction des dépenses fédérales annuelles de 3 à 5 milliards de francs au moins. En outre, le Conseil fédéral doit être chargé de présenter durant les deux années à venir des réformes de fond pour réduire la part des dépenses liées.

A. Programme complet de réforme et de réduction des dépenses

De l'avis de l'UDC, les dépenses doivent être réduites en priorité dans les domaines qui ne font pas partie des tâches clés de l'Etat et qui ont connu la plus forte croissance ces dernières années. De plus, il faut enfin arrêter de distribuer des cadeaux excessivement généreux à l'étranger. L'argent des contribuables doit principalement profiter à ceux à qui il appartient : à la population qui travaille dur. Parmi les dépenses non liées, celles affectées à la **formation** et à la **recherche**, à la **culture** et aux **loisirs** ainsi qu'aux **relations étrangères** ont connu de loin la plus forte croissance, alors que celles consacrées à la **sécurité** et à l'**armée** ainsi qu'à l'**agriculture** ne se sont guère accrues depuis 1990, si bien que leur part relative aux dépenses globales de la Confédération a même baissé. Des investissements importants et trop longtemps repoussés attendent dans le domaine de la sécurité. Les dépenses pour les relations internationales et la coopération se sont fortement accrues ces dernières années et constituent une sortie importante de fonds vers l'étranger. Elles doivent être massivement réduites, à l'exclusion de la part affectée à l'aide humanitaire. L'argent des contribuables suisses doit être en priorité dépensé en Suisse et non pas distribué aveuglément à l'étranger. Les moyens financiers ainsi libérés doivent être utilisés pour les habitants du pays et pour la réduction de la dette publique.

L'UDC se bat aussi contre l'arnaque dirigée contre les citoyennes et les citoyens par le biais de la loi sur le CO2 soutenue par la majorité de gauche du Parlement. Il est hors de question en cette période économiquement difficile d'imposer de nouvelles charges à la population et à l'économie. Mais l'UDC ne combat pas seulement de nouveaux impôts et nouvelles redevances, elle lutte aussi contre l'augmentation massive des dépenses publiques, par exemple le renforcement de l'aide indirecte à la presse ou la création d'une nouvelle institution sociale dont l'unique but est de dissimuler les conséquences désastreuses de l'immigration de masse de ces 13 dernières années (un million d'immigrés). Ce projet est d'autant plus condamnable que nos institutions sociales, comme l'assurance-chômage, l'aide sociale ou encore les prestations complémentaires de l'AVS, sont mises à contribution de manière disproportionnée par les étrangers. Cette situation charge elle aussi énormément la caisse fédérale (voir la croissance des dépenses sociales dans le graphique suivant). Le même constat vaut pour la surcharge des infrastructures suisses à cause de l'immigration de masse. Les frais d'entretien explosent et de nouvelles infrastructures doivent être créées à charge des contribuables.¹⁸

Selon le scénario de référence moyen établi par l'Office fédéral de la statistique, la population de la Suisse franchira le cap des 10 millions d'habitants peu après 2035.¹⁹ Au lieu de créer une nouvelle institution sociale offrant des "prestations de transition" qui n'agissent que contre les symptômes et qui posent des problèmes supplémentaires à une caisse fédérale déjà malmenée, il serait grand temps de s'attaquer à la racine du mal, donc de réduire l'immigration démesurée.

L'administration fédérale doit elle aussi contribuer à la réduction des dépenses. Fin 2019, les charges de personnel de la Confédération atteignaient environ 6 milliards de francs contre 4,8 milliards en 2009.²⁰ Les dépenses pour le personnel fédéral se sont donc accrues de 120 millions de francs en moyenne annuelle. Le salaire brut moyen par emploi à plein temps de la Confédération a passé de 115'000 francs en 2009 à 124'000 francs en 2019.²¹ Pour réduire les charges propres, il faut diminuer les dépenses de matériel et d'exploitation des départements et offices et,

¹⁸ Cf. argumentaire concernant l'initiative populaire "Pour une immigration modérée (initiative de limitation)" du 27.02.2020

¹⁹ Scénarios du développement démographique en Suisse. 2015 – 2045», Office fédéral de la statistique, 12.11.2015

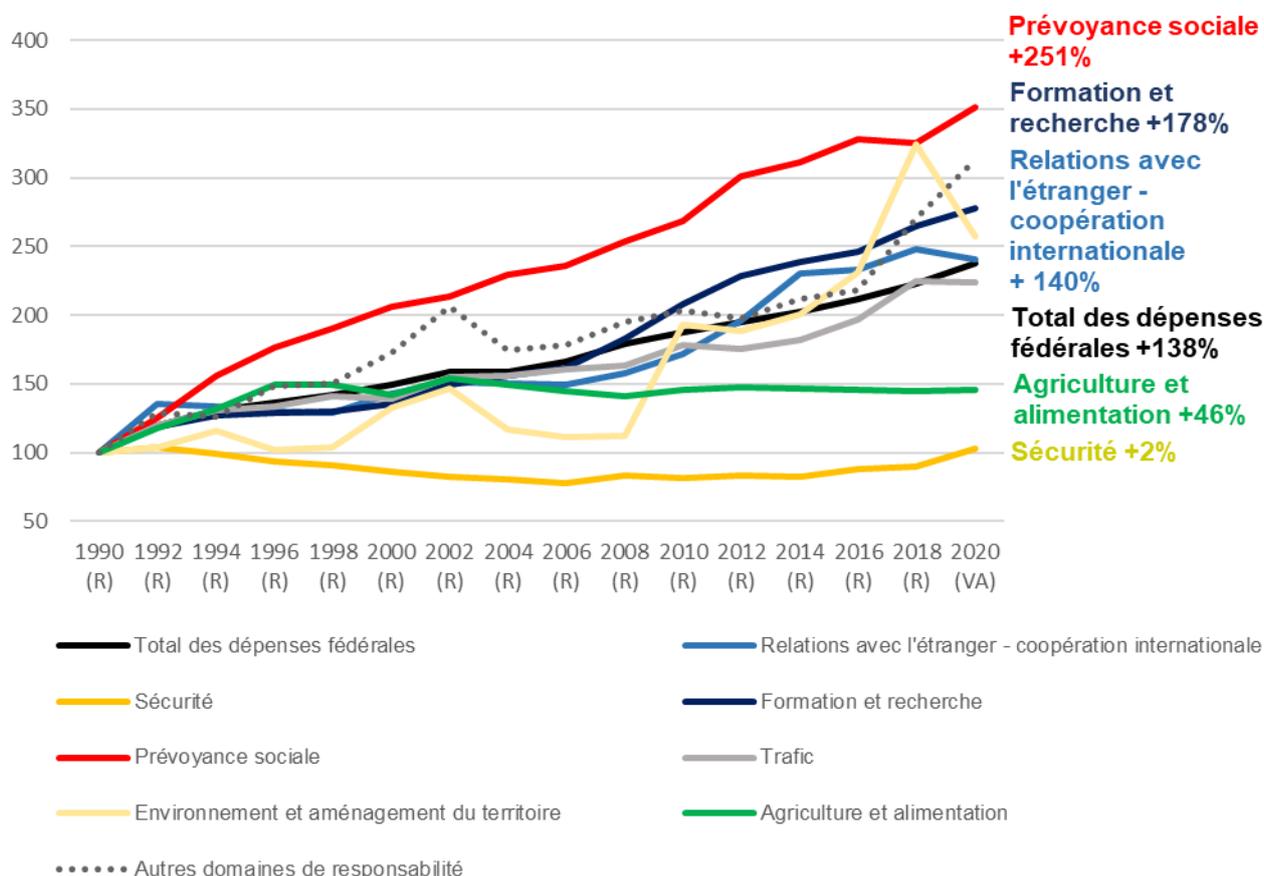
²⁰ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF)

²¹ Centre de données de l'administration fédérale des finances (AFF); Office fédéral du personnel

surtout, freiner la croissance démesurée de l'effectif du personnel fédéral. Les gains d'efficacité depuis longtemps promis grâce à l'onéreuse numérisation des processus doivent enfin être réalisés. Le personnel fédéral doit lui aussi contribuer à la lutte contre la crise et se montrer solidaire des autres salariés de Suisse. Rappelons tout de même que le chômage partiel a été annoncé fin mai 2020 pour près de deux millions d'emplois, ce qui représente presque un tiers de tous les salariés de Suisse, et que le taux de chômage a déjà passé à 3,4%.²²

Développement des dépenses selon les tâches en milliards de francs (indexées sur 1990)

(Propre présentation, données de l'AFF)



B. Réduction des dépenses fortement liées

Les deux tiers environ des dépenses fédérales sont fortement liées, ce qui signifie que l'affectation de ces fonds est fixée dans des lois et que le Parlement ne peut pas y toucher lors de ses débats budgétaires annuels. Ce système limite le nombre de domaines pouvant faire l'objet d'économies. Les secteurs budgétaires non liés sont notamment l'agriculture et l'alimentation, la formation et la recherche, la culture et les loisirs, la sécurité, les relations avec l'étranger ainsi que les charges propres.

Il est donc urgent de réduire également les dépenses fortement liées de la Confédération. Pour atteindre cet objectif, l'UDC invite le Conseil fédéral à présenter en l'espace de deux ans les révisions de lois nécessaires au Parlement. Il doit cependant veiller à ce que cette réforme ne provoque pas un transfert de charges au détriment des cantons, des entreprises et des contribuables. Selon une information du Conseil fédéral²³, le gouvernement soumettra prochainement des propositions dans ce sens au Parlement en réponse à la motion 17.3259 "Réduire les dépenses liées". L'UDC attend du Conseil fédéral qu'il redouble d'efforts face à la crise Covid-19 pour obtenir une réduction supplémentaire des dépenses liées en incluant tous les domaines mentionnés dans son rapport

²² "La situation sur le marché du travail en mai 2020", Seco, 12.06.2020

²³ Réponse du Conseil fédéral à la question 20.5387 "Application de la motion 17.3259. Réduire les dépenses liées"

de 2017²⁴. Une réduction des dépenses liées sans transfert de charges doit aussi passer par un durcissement des dispositions sur l'asile, par la sortie de certaines organisations internationales et par une augmentation générale de l'efficacité. Les nouvelles dépenses liées imposées récemment par la majorité parlementaire de gauche offrent également un important potentiel de réduction. Tel est par exemple le cas pour l'aide indirecte à la presse et la loi sur le CO2 (parce que le produit des taxes sur le CO2 n'est pas intégralement restitué à la population).

²⁴ Rapport du DFF "Dépenses liées de la Confédération, p. 12, 12.01.2017